



## CHAPITRE 9

### Loi modifiant la Loi de l'instruction publique

[Sanctionnée le 10 mars 1960]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

## CHAPTER 9

### An Act to amend the Education Act

[Assented to, the 10th of March, 1960]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

S.R.,  
c. 59, s. 2,  
am.

1. L'article 2 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59), modifié par l'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 20, par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 13, et par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 18, est de nouveau modifié

a) en remplaçant le troisième alinéa du paragraphe 12° par le suivant:

"Les mots "école élémentaire" et les mots "école secondaire" désignent toute école de l'un ou de l'autre de ces degrés dont le programme d'études est déterminé par le comité catholique du conseil de l'instruction publique";

b) en remplaçant le paragraphe 13° par le suivant:

"13° Les mots "fonctionnaire de l'enseignement" désignent toute personne munie d'un diplôme ou brevet de capacité pour l'enseignement et enseignant dans une école sous le contrôle des commissaires ou des syndics d'écoles ou qui en a la direction, l'administration ou la surveillance; les inspecteurs d'écoles, les professeurs et instituteurs des écoles normales, mais ils ne comprennent pas les membres du clergé et des congrégations religieuses, ni les professeurs des universités";

"école  
élémen-  
taire",  
"école  
secon-  
daire".

"fonction-  
naire de  
l'ensei-  
gnement".

R.S.,  
c. 59, s. 2,  
am.

1. Section 2 of the Education Act (Revised Statutes, 1941, chapter 59), amended by section 1 of the act 6 George VI, chapter 20, by section 1 of the act 7 George VI, chapter 13, and by section 1 of the act 14 George VI, chapter 18, is again amended  
a. by replacing the third paragraph of paragraph 12 by the following paragraph:

"The words "elementary school" and the words "secondary school" mean every school of one or the other of such grades whose course of studies is determined by the Catholic Committee of the Council of Education";

b. by replacing paragraph 13 by the following:

"13. The words "officers of education" mean every person holding a teacher's diploma or certificate and teaching in a school under the control of school commissioners or trustees, or who has the direction administration or supervision thereof; school inspectors, and professors and teachers of normal schools, but they do not include members of the clergy or of religious communities or professors in universities";

"elemen-  
tary  
school",  
"secon-  
dary  
school";

"officers  
of edu-  
cation".

S.R.,  
c. 59,  
s. 31,  
remp.

Décla-  
ration  
d'un ins-  
tituteur  
contre qui  
une plain-  
te est  
formulée.

Suspen-  
sion  
tempo-  
raire.

Comment  
la décla-  
ration  
est faite.

Sous-  
comité  
pour  
examiner  
plainte.

Enquête.

Commis-  
saires-en-  
quêteurs.

Certificat  
de nomi-  
nation.

Pouvoirs  
des com-  
missaires-  
enquêteurs.

Rapport.

2. L'article 31 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"31. 1. Sur réception d'une plainte formulée par écrit et sous serment accusant un instituteur de mauvaise conduite, d'immoralité, d'ivrognerie ou d'infraction grave dans l'exécution de ses devoirs, le surintendant fait signifier la substance de la plainte par huissier à l'instituteur en personne ainsi qu'un ordre lui enjoignant de déclarer, dans un délai de quinze jours, s'il admet ou nie l'accusation dont il est l'objet.

Le surintendant peut également, s'il le juge à propos ou nécessaire, enjoindre à la commission scolaire qui emploie cet instituteur de le relever temporairement de ses fonctions.

L'instituteur fait sa déclaration soit au moyen d'un écrit sous sa signature transmis au surintendant par lettre recommandée, soit par voie de comparution devant le surintendant ou la personne désignée par lui.

2. La plainte et les documents qui s'y rapportent sont soumis par le surintendant à un sous-comité spécial ou permanent nommé par le comité catholique romain ou le comité protestant du conseil de l'instruction publique pour entendre ces plaintes et en décider.

3. Si l'instituteur a nié l'accusation dont il est l'objet, le sous-comité procède à une enquête en vue d'établir si la plainte est fondée ou non.

4. Si le sous-comité décide qu'une enquête doit être tenue sur les lieux ou dans un endroit plus rapproché des parties ou des témoins, il peut nommer un ou plusieurs commissaires-enquêteurs pour recevoir les dépositions des témoins.

Le secrétaire du comité catholique romain ou protestant, selon le cas, signe le document attestant la nomination des commissaires-enquêteurs.

5. Le sous-comité et les commissaires-enquêteurs ont les pouvoirs mentionnés dans les articles 9, 10, 11, 12 et 13 de la Loi des commissions d'enquête.

6. L'enquête terminée, le sous-comité transmet son rapport au comité catholique romain ou protestant, selon le cas. Si le comité juge que la plainte n'est pas fondée,

2. Section 31 of the said act is replaced by the following:

"31. 1. Upon receipt of a complaint in writing and under oath, accusing a teacher of bad conduct, immorality, drunkenness, or grave neglect of duty, the Superintendent shall cause the substance of the complaint to be served by a bailiff upon the teacher in person, with an order enjoining him to declare, within a delay of fifteen days, whether he admits or denies the charge.

The Superintendent may also, if he deems it expedient or necessary, order the school board employing such teacher to relieve him temporarily of his duties.

The teacher shall make his statement either by means of a letter signed by him and sent by registered mail to the Superintendent, or by appearing before the Superintendent or the person appointed by him.

2. The complaint and the documents connected therewith shall be submitted by the Superintendent to a special or permanent sub-committee appointed by the Roman Catholic Committee or the Protestant Committee of the Council of Education, to hear such complaints and decide thereupon.

3. If the teacher has denied the charge brought against him, the sub-committee shall conduct an inquiry to establish whether the complaint is justified or not.

4. If the sub-committee decides that an investigation should be held in the locality or in the immediate neighborhood of the locality of the persons interested or of the witnesses, it may appoint one or more commissioners to take evidence.

The secretary of the Roman Catholic or Protestant Committee, as the case may be, shall sign the document certifying the appointment of such commissioners.

5. The sub-committees and commissioners shall have the powers mentioned in sections 9, 10, 11, 12 and 13 of the Public Inquiry Commission Act.

6. When the investigation is completed, the sub-committee shall transmit its report to the Roman Catholic or Protestant Committee, as the case may be.

R.S.,  
c. 59,  
s. 31,  
replaced.

Declara-  
tion of  
teacher  
against  
whom  
complaint  
is made.

Tempo-  
rary  
relief  
of duties.

How de-  
claration  
is made.

Sub-  
committee  
to  
examine  
com-  
plaint.

Inquiry.

Commis-  
sioners to  
take  
evidence.

Certifi-  
cate of  
appoint-  
ment.

Powers of  
commis-  
sioners.

Report.

il la renvoie. Si l'instituteur a admis l'accusation dont il est l'objet ou si le comité en est venu à la conclusion que la plainte est fondée, il révoque le brevet de capacité de l'instituteur concerné et fait rayer son nom de la liste des instituteurs.

Décision  
suspens-  
due.

Toutefois, le comité peut, compte tenu de circonstances atténuantes et des antécédents de l'instituteur, suspendre sa décision aux conditions qu'il détermine. Si ces conditions ne sont pas remplies, le comité peut révoquer le brevet de capacité de l'instituteur et faire rayer son nom de la liste des instituteurs.

Révoca-  
tion.

Réinstal-  
lation.

7. Le comité catholique ou protestant, selon le cas, peut remettre en vigueur le brevet de capacité de tout instituteur qui, depuis deux ans après la date de la révocation de tel brevet, a eu une conduite irréprochable.

Nouvelle  
révoca-  
tion  
finale.

8. Le brevet de capacité peut être révoqué de nouveau pour les raisons mentionnées au paragraphe 1 du présent article en suivant la même procédure. Cette seconde révocation est finale et l'instituteur ainsi privé de son brevet de capacité ne peut plus enseigner.

Avis  
par le  
surinten-  
dant.

9. Le surintendant avise la commission scolaire de la révocation du brevet de capacité d'un instituteur qu'elle emploie. Il communique aussi à la commission scolaire concernée toute décision prise par le comité catholique ou protestant, selon le cas, à l'égard d'un instituteur qui a été relevé de ses fonctions en vertu du paragraphe 1 du présent article."

R.S.,  
c. 59,  
a. 53, am.

3. L'article 53 de ladite loi est modifié en remplaçant les paragraphes 1° et 2° par les suivants:

"1° Être au moins dans sa trentième année d'âge;

"2° Avoir obtenu un brevet d'enseignement supérieur, un brevet A ou un brevet de classe I;"

Id.,  
a. 69a aj.

4. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 69, l'article suivant:

Admission  
obliga-  
toire de  
certains  
enfants.

"69a. Toute commission scolaire est tenue d'admettre dans ses écoles tout enfant d'âge scolaire placé par un juge, une institution ou un organisme d'assis-

If such committee decides that the charge is not proved, it shall dismiss it. If the teacher admits the charge or if the committee finds that the charge is proved, it shall revoke the diploma of such teacher, and cause his name to be struck from the book containing the names of teachers.

Decision  
deferred.

Nevertheless the committee may, owing to extenuating circumstances and the teacher's previous record, defer its decision upon such conditions as it may determine. If such conditions are not complied with, the committee may revoke the teacher's diploma and cause his name to be struck from the book containing the names of teachers.

Revoca-  
tion.

7. The Catholic or Protestant Committee, as the case may be, may revive the diploma of any teacher whose conduct has been irreproachable for two years after the revocation of such diploma.

Reinstal-  
ment.

8. A diploma may be revoked a second time for the causes mentioned in subsection 1 of this section and in accordance with the same procedure. Such second revocation shall be final, and no such teacher may teach thereafter.

Second  
revoca-  
tion final.

9. The Superintendent shall notify the school board of the revocation of the diploma of a teacher in its employ. He shall also forward to the school board concerned any decision taken by the Catholic or Protestant Committee, as the case may be, respecting a teacher who has been relieved of his duties under subsection 1 of this section."

Notice by  
Super-  
intendent.

3. Section 53 of the said act is amended by replacing paragraphs 1 and 2 by the following:

R.S.,  
c. 59,  
s. 53, am.

"1. To be at least in one's thirtieth year;

"2. To have obtained a superior teaching certificate, a diploma A or a class I diploma;"

4. The said act is amended by adding, after section 69, the following section:

Id.,  
s. 69a,  
added.

"69a. Every school board shall admit to its schools any child of school age placed by a judge or a charitable or protective institution or organization,

Obliga-  
tory  
admission  
of certain  
children.

tance ou de protection en vertu des dispositions de la Loi de la protection de la jeunesse ou de la Loi de l'assistance publique de Québec, selon le cas, dans un foyer nourricier ou d'adoption situé dans les limites du territoire soumis à la juridiction de telle commission scolaire, et ce, au même titre que tout autre enfant qui y est domicilié. Le surintendant peut cependant, pour des raisons qu'il juge valables, libérer partiellement ou totalement une commission scolaire de cette obligation."

S.R.,  
c. 59,  
a. 71, am.

**5.** L'article 71 de ladite loi, modifiée par l'article 2 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 38, est de nouveau modifié en remplaçant les deux premiers alinéas par les suivants:

Erection,  
etc., de  
municipalités  
scolaires.

"**71.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à la demande des intéressés et sur la recommandation du surintendant, ériger des municipalités scolaires, diviser ces municipalités, changer les limites de celles déjà existantes et fusionner des municipalités scolaires.

Majorité  
requis.

Toute érection, toute fusion ou tout changement en vertu du présent article ne peut être accordé qu'à la demande de la majorité des électeurs propriétaires de biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité, la fusion, la division ou l'annexion à une municipalité existante est demandée."

S.R.,  
c. 59,  
aa. 71a-  
71b, aj.  
Disposi-  
tions  
applica-  
bles.

**6.** Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 71, les suivants:

"**71a.** Les dispositions des articles suivants concernant l'érection d'une municipalité scolaire s'appliquent, *mutatis mutandis*, à une fusion de municipalités scolaires décrétée en vertu de l'article 71.

Annexion  
au cas de  
carence  
des com-  
missaires.

"**71b.** Quand les commissaires ou syndics d'une municipalité scolaire, quelle que soit la loi qui la régit, ont laissé écouler une année ou plus sans avoir d'écoles en activité dans leur propre municipalité, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du surintendant, pour des raisons jugées avantageuses, et après avoir publié un avis à cet effet dans deux numéros consécutifs de la *Gazette officielle*

under the provisions of the Youth Protection Act or the Quebec Public Charities Act, as the case may be, in a foster or adoptive home situated within the limits of the territory under the jurisdiction of such school board, on the same basis as any other child domiciled therein. Nevertheless the Superintendent, for reasons which he deems sufficient, may relieve any school board wholly or in part from such obligation."

**5.** Section 71 of the said act, amended R.S.,  
c. 59,  
s. 71, am.  
by section 2 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 38, is again amended by replacing the first two paragraphs by the following paragraphs:

"**71.** The Lieutenant-Governor in Council may, upon application by the interested parties and upon the recommendation of the Superintendent, erect school municipalities, divide the same, alter the boundaries thereof or unite school municipalities.

Erection  
etc., of  
school  
municipalities.

No erection, union or change under this section shall be granted except upon the application of the majority of the electors who are owners of real estate situated within the territory whereof the erection into a municipality, the union or the division, or the annexation to an existing municipality, is applied for."

Applica-  
tion  
majority.

**6.** The said act is amended by adding, after section 71, the following:

R.S.,  
c. 59, ss.  
71a-71b,  
added.

"**71a.** The provisions of the following sections respecting the erection of a school municipality shall apply, *mutatis mutandis*, to the union of school municipalities effected under section 71.

Divisions  
to apply.

"**71b.** Whenever the commissioners or trustees of a school municipality, by whatever law governed, have allowed one year or more to elapse without having any school in operation in their own municipality, the Lieutenant-Governor in Council, on the recommendation of the Superintendent, for reasons deemed advantageous and after having published a notice to that effect in two consecutive

Annexion  
in case of  
failure of  
commis-  
sioners.



de Québec, peut annexer le territoire de cette municipalité, en tout ou en partie, soit pour les catholiques, soit pour les protestants, à celui d'une ou plusieurs municipalités scolaires voisines.

Une ou plusieurs municipalités distinctes.

Dans le cas d'un territoire régi par deux ou plusieurs corporations de commissaires ou de syndics d'écoles, le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du surintendant, pour les mêmes raisons et en suivant la même procédure, peut en outre, selon qu'il le juge à propos, ériger ce territoire en une ou plusieurs municipalités scolaires distinctes pour les catholiques ou les protestants, selon le cas.

Effet.

Cette annexion ou cette érection prend effet le premier juillet suivant la date de l'arrêté en conseil adopté à cet effet."

S.R., c. 59, a. 78a, aj.

7. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 78, le suivant:

Actifs et passifs au cas d'annexion en fusion.

"78a. A compter du premier juillet qui suit la date de l'arrêté en conseil décrétant une annexion ou une fusion, l'actif et le passif de chacune des commissions scolaires qui cessent d'exister deviennent l'actif et le passif

a) de la ou des commissions scolaires annexantes, dans le cas de l'annexion d'une ou de plusieurs municipalités scolaires à une ou à plusieurs autres;

b) de la ou des nouvelles commissions scolaires, dans le cas de la fusion de municipalités scolaires."

S.R., c. 59, a. 91, am.

8. L'article 91 de ladite loi, modifié par l'article 3 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 38, est de nouveau modifié

a) en retranchant, dans les sixième, septième, huitième et neuvième lignes du troisième alinéa, les mots "et, si la chose est nécessaire, faire transporter les enfants gratuitement à une ou plusieurs des écoles de sa municipalité";

b) en retranchant les quatrième et cinquième alinéas.

Id., aa. 92 et 94, ab.

9. Les articles 92 et 94 de ladite loi sont abrogés.

Id., a. 97, am.

10. L'article 97 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la deuxième

issues of the *Quebec Official Gazette*, may annex the whole or part of the territory of such municipality, as regards Catholics or Protestants, to the territory of one or more neighbouring school municipalities.

In the case of a territory governed by two or more corporations of school commissioners or trustees, the Lieutenant-Governor in Council, on the recommendation of the Superintendent, for the same reasons and following the same procedure, may also, whenever he deems proper to do so, erect such territory as one or more separate school municipalities for Catholics or Protestants, as the case may be.

Such annexation or erection shall take effect on the first of July following the date of the relevant order in council."

One or more distinct municipalities.

Effect.

7. The said act is amended by adding, after section 78 thereof, the following:

R.S., c. 59, s. 78a, added.

"78a. From and after the first of July following the date of the order in council ordering an annexation or a union, the assets and liabilities of each school board ceasing to exist shall become the assets and liabilities

a. of the annexing school board or boards, in the case of the annexation of one or more school municipalities to one or more others;

b. of the new school board or boards, in the case of a union of school municipalities."

Assets and liabilities in case of annexation or union.

8. Section 91 of the said act, amended by section 3 of the act 7-8 Elizabeth II, chapter 38, is again amended

R.S., c. 59, s. 91, am.

a. by striking out, in the fifth, sixth and seventh lines of the third paragraph, the words "and, if necessary, may have the children conveyed free of charge to one or more schools of their municipality";

b. by striking out the fourth and fifth paragraphs.

9. Sections 92 and 94 of the said act are repealed.

Id., ss. 92 and 94, repealed.

10. Section 97 of the said act is amended by replacing, in the first and

Id., s. 97, am.

ligne, les mots "primaire complémentaire" par le mot "secondaire".

S.R.,  
c. 59,  
a. 98, am.

**11.** L'article 98 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes, les mots "primaires complémentaires" par le mot "secondaires".

Id.,  
a. 122,  
am.

**12.** L'article 122 de ladite loi, modifié par l'article 4 de la loi 6 George VI, chapitre 20, et par l'article 3 de la loi 9 George VI, chapitre 26, est de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Éligibilité.

**"122.** Les curés catholiques romains et les ministres du culte d'une autre croyance religieuse desservant une municipalité scolaire, bien que n'ayant pas qualité sous le rapport de la propriété, les contribuables y résidant depuis au moins douze mois, sachant lire et écrire et habiles à voter en vertu de l'article 125, sont éligibles à la charge de commissaire ou de syndic d'écoles."

S.R.,  
c. 59,  
a. 124,  
am.

**13.** L'article 124 de ladite loi est modifié

a) en ajoutant après le mot "entreprise", dans la quatrième ligne, les mots "ou un contrat";

b) en y ajoutant l'alinéa suivant:

"contrat". "Le mot "contrat", employé dans le présent article, ne s'étend pas au bail, ni à la vente ou l'achat de terrain, ni à une convention se rapportant à l'un de ces actes."

S.R.,  
c. 59,  
a. 124a,  
aj.  
Personnes  
inhabiles.

**14.** Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 124, le suivant:

**"124a.** Ne peuvent être mis en nomination pour la charge de commissaire ou syndic d'écoles ni être élus à cette charge:

1° Les aubergistes, hôteliers, taverniers, restaurateurs, cabaretiers et cafetiers détenant ou ayant détenu, dans les douze mois précédents, un permis pour la vente de liqueurs alcooliques dans la municipalité;

2° Toute personne qui a été trouvée coupable d'un acte criminel punissable de

second lines, the words "primary complementary" by the word "secondary".

**11.** Section 98 of the said act is amended by replacing, in the first line, the words "primary complementary" by the word "secondary".

**12.** Section 122 of the said act, amended by section 4 of the act 6 George VI, chapter 20, and by section 3 of the act 9 George VI, chapter 26, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

**"122.** Every Roman Catholic *curé* and every minister of any other religious faith ministering in the school municipality, although not qualified with respect to property, every ratepayer who has resided therein for at least the last twelve months, able to read and write, qualified to vote under section 125, shall be eligible as school commissioner or trustee."

**13.** Section 124 of the said act is amended

a. by adding after the words "who has", in the third line, the words "an undertaking or";

b. by adding thereto the following paragraph:

"The word "contract", used in this section, shall not include a lease, or a sale or purchase of land, or an agreement relating to any such instrument."

**14.** The said act is amended by adding, after section 124 thereof, the following:

**"124a.** None of the following persons may be nominated for office as school commissioners or trustees, or elected to such office:

1. Keepers of inns, hotels, taverns, restaurants, cabarets or cafés, holding or having held, within the preceding twelve months, a permit for the sale of alcoholic liquor in the municipality;

2. Any person who has been convicted of any criminal offence punishable by

deux années d'emprisonnement ou plus. Cette inhabilité subsiste durant cinq années après le terme d'emprisonnement fixé par la sentence. Toutefois, si le terme d'emprisonnement dont cette personne est passible est inférieur à deux ans ou s'il y a condamnation à une amende seulement, cette inhabilité subsiste durant deux ans après le terme d'emprisonnement fixé par la sentence, ou à compter de la date de la condamnation à une amende ou, si la sentence est suspendue, à compter de la date de la suspension de la sentence."

imprisonment for at least two years. Such disqualification shall continue for five years after the term of imprisonment fixed by the sentence. However, if the term of imprisonment to which such person is liable is less than two years, or if only a fine was imposed, such disqualification shall continue for two years after the term of imprisonment fixed by the sentence, or from the date when the fine was imposed, or, if sentence is suspended, from the date when sentence was suspended."

S.R.,  
c. 59,  
a. 125,  
am.

**15.** L'article 125 de ladite loi, modifié par l'article 5 de la loi 6 George VI, chapitre 20, par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 14, et par l'article 5 de la loi 14 George VI, chapitre 18, est de nouveau modifié en y ajoutant après le mot "acquitté", dans l'avant-dernière ligne du premier alinéa, les mots "avant le premier jour de juillet,".

**15.** Section 125 of the said act, R.S., amended by section 5 of the act 6 George VI, chapter 20, by section 1 of the act 7 George VI, chapter 14, and by section 5 of the act 14 George VI, chapter 18, is again amended by adding, after the word "paid", in the last line of the first paragraph thereof, the words "before the first day of July".

Id.,  
ss. 130a-  
130b, aj.

**16.** Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 130, les articles suivants:

**16.** The said act is amended by Id., adding, after section 130 thereof, the ss. 130a-103b, following sections: added.

Secré-  
taire  
d'élection.

**"130a.** Le président de l'élection, par une commission sous sa signature, doit nommer un secrétaire d'élection et peut, en tout temps pendant l'élection, nommer de la même manière un autre secrétaire si celui qu'il a ainsi nommé en premier lieu démissionne, refuse ou est incapable de remplir les devoirs qui lui sont assignés.

**"130a.** The returning-officer, by a Election commission under his hand, shall appoint clerk. an election clerk, and may, at any time during the election, appoint in the same manner, another election clerk, if the one first appointed resigns, or refuses or is unable to perform his duties as such clerk.

Serment.

**"130b.** Le président de l'élection, quand il n'est pas le secrétaire-trésorier de la commission scolaire, et le secrétaire d'élection doivent, avant d'agir comme tels, prêter le serment d'office.

**"130b.** The returning-officer when he Oath. is not the secretary-treasurer of the school board, and the election clerk, before acting as such, shall take the oath of office.

Amende  
pour refus  
d'agir, etc.

**"130c.** Tout président d'élection, secrétaire d'élection ou secrétaire-trésorier qui refuse ou néglige d'accomplir quelque une des obligations ou formalités prescrites par les articles 127 à 203 inclusive de la présente loi encourt, pour chaque tel refus ou négligence, en sus du montant de tous dommages réellement occasionnés, une amende n'excédant pas deux cents dollars.

**"130c.** Any returning-officer, election Fine for clerk, or secretary-treasurer who refuses failure to act, etc. or neglects to perform any of the obligations or formalities prescribed by sections 127 to 203 inclusive of this act, shall, for each such refusal or neglect, be liable to a fine of not more than two hundred dollars, in addition to the amount of all actual damages thereby occasioned to any person.

Avis au cas de refus d'exercer une charge.

**"130d.** Quiconque a été nommé pour présider une élection est admis à refuser d'exercer cette charge en transmettant au surintendant un avis spécial à cet effet dans les quatre jours de la notification de sa nomination. A défaut de ce faire, il ne peut plus refuser cette charge.

**"130d.** Any person appointed to preside over an election may refuse such office by transmitting to the Superintendent a special notice to that effect, within four days after he was notified of such appointment. If he fails to do so, he can no longer refuse such office.

Notice in case of refusal of office.

Tarifs.

**"130e.** La corporation scolaire peut, avec l'autorisation préalable du surintendant, établir, amender ou abroger des tarifs pour les honoraires et les dépenses des officiers d'élection."

**"130e.** The school corporation may, with the previous authorization of the Superintendent, fix, amend or repeal tariffs of the fees and expenses of election officers."

Tariffs.

S.R., c. 59, aa. 133-134, remp. Convocation de la première assemblée.

**17.** Les articles 133 et 134 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

**17.** Sections 133 and 134 of the said act are replaced by the following:

R.S., c. 59, ss. 133-134, replaced.

**"133.** Si l'assemblée pour l'élection des commissaires ou des syndics d'écoles est la première tenue dans la municipalité, elle doit être convoquée par la personne nommée par le surintendant, en observant la procédure prescrite par l'article 128.

**"133.** If the meeting be the first held in the municipality for the election of a board of school commissioners or trustees, it shall be called by the person appointed by the Superintendent by observing the formalities prescribed by section 128.

Calling of first meeting.

Présidence.

**"134.** La première assemblée pour l'élection des commissaires ou des syndics d'écoles est présidée par la personne qui l'a convoquée d'après les dispositions de l'article 133."

**"134.** The first meeting for the election of school commissioners or trustees shall be presided over by the person who called it under the provisions of section 133."

Presiding.

S.R., c. 59, aa. 136-137, remp. Condition de mise en nomination.

**18.** Les articles 136 et 137 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

**18.** Sections 136 and 137 of the said act are replaced by the following:

R.S., c. 59, ss. 136-137, replaced.

**"136.** Aucune personne ne peut être mise en nomination à moins qu'il ne soit donné, en proposant sa candidature, ses noms et prénoms, le numéro du siège pour lequel elle est mise en nomination lorsque les sièges sont numérotés selon l'article 151b, ainsi que les noms et prénoms des électeurs qui la proposent.

**"136.** No one may be nominated for election unless, at the time, his name in full, the number of the seat for which he is nominated when the seats are numbered under section 151b, as well as the names in full of the electors who propose him, are given.

Condition to be nominated.

Période de nomination.

**"137.** La nomination des candidats doit avoir lieu pendant les deux premières heures qui suivent l'ouverture de l'assemblée."

**"137.** The nomination of candidates shall take place during the first two hours after the opening of the meeting."

Period of nomination.

S.R., c. 59, a. 138, am.

**19.** L'article 138 de ladite loi, remplacé par l'article 8 de la loi 14 George VI, chapitre 18, et modifié par l'article 4 de la loi 14-15 George VI, chapitre 57, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mots "Une heure" par les mots "Deux heures".

**19.** Section 138 of the said act, replaced by section 8 of the act 14 George VI, chapter 18, and amended by section 4 of the act 14-15 George VI, chapter 57, is again amended by replacing, in the first line, the words "One hour" by the words "Two hours".

R.S., c. 59, s. 138, am.



S.R.,  
c. 59,  
aa. 151b-  
151c, aj.

**20.** Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 151a, édicté par l'article 5 de la loi 14-15 George VI, chapitre 57, les articles suivants:

R.S.,  
c. 59,  
ss. 151b-  
151c,  
added.

**20.** The said act is amended by adding, after section 151a thereof, enacted by section 5 of the act 14-15 George VI, chapter 57, the following sections:

Désigna-  
tion du  
siège  
par un  
numéro.

**"151b.** Nonobstant les dispositions de l'article précédent, les commissaires ou syndics d'une municipalité scolaire peuvent, par résolution adoptée au moins trente jours avant les élections, désigner par un numéro le siège de chaque commissaire ou syndic et, dans ce cas, ils devront, par résolution, assigner à chaque commissaire ou syndic le numéro qui désignera son siège.

Designa-  
tion of  
seat by a  
number.

**"151b.** Notwithstanding the provisions of the preceding section, the commissioners or trustees of a school municipality may, by a resolution adopted at least thirty days before the elections, designate by a number the seat of each commissioner or trustee and, in such case, they shall assign, by resolution, to each commissioner or trustee the number by which his seat will be designated.

Un siège  
seule-  
ment.

**"151c.** Lorsqu'une commission scolaire adopte une résolution en vertu de l'article 151b, chaque candidat ne peut être mis en nomination que pour un siège. Chaque électeur ne peut voter qu'une fois pour chaque siège pour lequel il y a votation.

One seat  
only.

**"151c.** Whenever a school board passes a resolution under section 151b, each candidate can be nominated for one seat only. Each elector can vote once only for each seat for which a vote is held.

Rétablis-  
sement  
de repré-  
sentation  
générale.

**"151d.** Les commissaires ou syndics d'écoles peuvent, par la suite, en observant les mêmes délais, rescinder la résolution mentionnée à l'article 151b et rétablir la représentation générale prévue par la présente loi."

Restab-  
lishment  
of general  
representa-  
tion.

**"151d.** The school commissioners or trustees may, subsequently observing the same delays, rescind the resolution mentioned in section 151b and reestablish the general representation provided for by this act."

S.R.,  
c. 59,  
a. 153,  
am.

**21.** L'article 153 de ladite loi est modifié,  
a) en ajoutant après le mot "commencera", à la fin du paragraphe 1°, les mots "et à laquelle elle se terminera";  
b) en y ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

R.S.,  
c. 59,  
s. 153,  
am.

**21.** Section 153 of the said act is amended,  
a. by adding after the word "begin", at the end of paragraph 1, the words "and at which it will end";  
b. by adding, at the end thereof, the following paragraph:

Prolon-  
gation.

"La commission scolaire peut cependant fixer, par résolution, une heure postérieure à six heures, mais pas plus tard que huit heures du soir, pour la clôture de la votation."

Prolon-  
gation.

"Nevertheless the school board, by resolution, may fix an hour later than six o'clock, but not later than eight o'clock in the evening, for the closing of the voting."

S.R.,  
c. 59,  
a. 204a,  
aj.

**22.** Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 204, le suivant:

**"204a.** L'omission pendant trente jours de la part d'un membre de la commission scolaire de prêter le serment constitue un refus.

R.S.,  
c. 59,  
s. 204a,  
am.

**22.** The said act is amended by adding, after section 204, the following:

**"204a.** Failure during thirty days by a member of the school board to take the oath for the office to which he has been appointed, shall be deemed a refusal to accept such office."

S.R.,  
c. 59,

**23.** L'article 222 de ladite loi, remplacé par l'article 1 de la loi 8 George VI,

R.S.,  
c. 59,

**23.** Section 222 of the said act, replaced by section 1 of the act 8 George

a. 222,  
am.

chapitre 14, et par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 27, est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Paiement  
des livres.

"Les livres ainsi mis à la disposition des enfants sont payés à même les fonds de la corporation scolaire et le gouvernement lui rembourse, à même les fonds votés par la Législature pour fins de subventions aux corporations scolaires, les trois quarts du prix qu'elle a effectivement payé pour ces livres."

S.R.,  
c. 59,  
ss. 223a-  
223d, aj.

24. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 223, les paragraphes et les articles suivants:

"§ 10a.—*Des pouvoirs des commissions scolaires relativement au paiement de frais de représentation aux commissaires et aux syndics d'écoles*

Frais de  
représen-  
tation  
autori-  
sées.

"223a. Nonobstant toute loi à ce contraire, il est loisible à une commission scolaire, avec l'autorisation du surintendant et de la Commission municipale de Québec, de payer annuellement, en vertu d'une résolution, au président et à chacun des autres commissaires ou syndics qui en font partie, des frais de représentation pour dépenses occasionnées par l'exercice de leurs fonctions.

Corpora-  
tions déjà  
autori-  
sées.

Les corporations scolaires autorisées à payer, en vertu de lois particulières, à leur président et à chacun de leurs commissaires ou syndics de tels frais de représentation, peuvent renoncer à ce pouvoir spécial et se prévaloir exclusivement des dispositions du présent article.

"§ 10b.—*Des pouvoirs des commissions scolaires relativement au transport des enfants aux écoles*

Trans-  
port des  
enfants.

"223b. Toute commission scolaire peut pourvoir au transport des enfants à une école sous sa juridiction ou, lorsqu'il s'agit d'enfants du cours secondaire ou de high school, à une école sous la juridiction d'une commission scolaire voisine et assumer toute dépense nécessaire à cette fin.

Contrat  
par sou-  
mission.

"223c. Le contrat pour le transport des enfants est accordé à la suite d'une demande de soumissions faite au moyen

VI, chapter 14, and by section 1 of the act 13 George VI, chapter 27, is amended by replacing the second paragraph by the following:

s. 222,  
am.

"The books thus made available to the children shall be paid for out of the funds of the school corporation and the Government shall repay to the corporation, out of the moneys voted by the Legislature for the purposes of grants to school corporations, three-fourths of the price it actually paid for such books."

Payment  
of books.

24. The said act is amended by adding thereto, after section 223, the following subdivisions and sections:

R.S.,  
c. 59,  
ss. 223a-  
223d,  
added.

"§ 10a.—*Powers of School Boards respecting the Payment of Representation Expenses to School Commissioners and Trustees*

"223a. Notwithstanding any law to the contrary, any school board, with the authorization of the Superintendent and the Quebec Municipal Commission, may pay annually, in virtue of a resolution, to the chairman and to each of the other commissioners or trustees, representation allowances for expenses incurred in the exercise of their functions.

Repre-  
sentation  
allow-  
ances  
author-  
ized.

Any school corporation authorized by special act to pay such representation expenses to its chairman and to each of its commissioners or trustees, may renounce such special power and take advantage exclusively of the provisions of this section.

Corpora-  
tions  
already  
author-  
ized.

"§ 10b.—*Powers of School Boards respecting the Transportation of Children to Schools*

"223b. Any school board may provide for the transportation of children to a school under its jurisdiction or, in the case of secondary school or high school children, to a school under the jurisdiction of an adjoining school board and incur all expenditure necessary for such purpose.

Trans-  
portation  
of  
children.

"223c. The contract for the transportation of children shall be granted after tenders have been called for by

Contract  
after  
tenders.

d'un avis public spécifiant toutes les conditions du service à effectuer pour une période d'au moins un an mais n'excédant pas cinq ans.

means of a public notice specifying all the conditions of the service to be operated for a period of at least one year but not exceeding five years.

Subventions.

**"223d.** Le surintendant est autorisé à octroyer et à payer, aux conditions qu'il détermine, à même les fonds votés annuellement par la Législature pour fins de subventions aux corporations scolaires, une subvention pour le transport d'enfants, le matin et le soir, jusqu'à concurrence de soixante-quinze pour cent du montant payé par toute commission scolaire desservant, en tout ou en partie, une municipalité de campagne ou de village ou par toute corporation d'écoles secondaires ou de high schools. Toutefois, si, par rapport aux conditions locales de transport, le montant payé pour fins de transport est jugé excessif par le surintendant, celui-ci peut baser le montant de la subvention sur une somme qu'il juge raisonnable."

**"223d.** The Superintendent may Grants. grant and pay, upon such conditions as he determines, out of the funds voted annually by the Legislature for purposes of grants to school corporations, a grant for the transportation of children, morning and evening, not to exceed seventy-five per cent of the amount paid by any school board maintaining such service, wholly or in part, for a rural or village municipality or by any corporation of secondary schools or high schools. However, if, with respect to local conditions of transportation, the amount paid for transportation purposes be considered too great by the Superintendent, he may base the amount of the grant on a sum which he considers reasonable."

S.R.,  
c. 59,  
a. 236,  
am.  
Assurance.

**25.** L'article 236 de ladite loi est modifié en remplaçant les quatre premières lignes du paragraphe 5° par ce qui suit: "5° De faire assurer les édifices et les meubles appartenant à leur corporation scolaire pour le plus élevé des deux montants suivants:

a) le montant de la dette obligataire;  
b) le montant représentant la moitié de la valeur de ces édifices et de ces meubles."

**25.** Section 236 of the said act is R.S.,  
c. 59,  
s. 236,  
am. amended by replacing the first three lines of paragraph 5 by the following:

"5. To have the buildings and furniture belonging to their school corporation insured for the greater of the two following amounts:

a. the amount of the bonded debt;  
b. the amount representing one-half of the value of such buildings and furniture."

Insurance.

S.R.,  
c. 59,  
a. 257,  
am.

**26.** L'article 257 de ladite loi, remplacé par l'article 4 de la loi 7 George VI, chapitre 13, par l'article 4 de la loi 8 George VI, chapitre 14, et par l'article 2 de la loi 13 George VI, chapitre 27, est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

"La rétribution mensuelle ne peut excéder cinquante cents par mois pour un enfant qui suit le cours élémentaire s'étendant de la première à la septième année d'études et un dollar par mois pour un élève du cours secondaire ou de high school durant la huitième ou la neuvième année d'études."

**26.** Section 257 of the said act, replaced by section 4 of the act 7 George VI, chapter 13, by section 4 of the act 8 George VI, chapter 14, and by section 2 of the act 13 George VI, chapter 27, is amended by replacing the second paragraph by the following:

"The monthly fee may not exceed fifty Limit. cents per month for a child following the elementary course, comprising the first to the seventh grades, and one dollar per month for a pupil of the secondary or high school course during the eighth or ninth grade."

Limite.

S.R.,  
c. 59,  
a. 266,  
am.

**27.** L'article 266 de ladite loi est modifié

**27.** Section 266 of the said act is R.S.,  
c. 59,  
s. 266,  
am. amended

a) en remplaçant, dans la deuxième ligne du premier alinéa, les mots "primaire complémentaire" par le mot "secondaire";

b) en biffant, dans les neuvième et dixième lignes du même alinéa, les mots "ou une école primaire élémentaire, selon le cas".

a. by replacing, in the first and second lines of the first paragraph, the words "primary complementary" by the word "secondary";

b. by striking out, in the eighth, ninth and tenth lines of the same paragraph, the words "or a primary elementary school, as the case may be".

S.R.,  
c. 59,  
aa. 280-  
282, ab.

**28.** Les articles 280, 281 et 282 de ladite loi sont abrogés.

Id.,  
a. 287,  
am.

**29.** L'article 287 de ladite loi est modifié en y ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

Serment.

"Cette personne ne peut exercer les fonctions qui lui sont assignées avant d'avoir prêté serment de remplir fidèlement les devoirs de sa charge au meilleur de son jugement et de sa capacité, conformément à la formule 1."

**28.** Sections 280, 281 and 282 of the said act are repealed.

R.S.,  
c. 59,  
ss. 280-  
282,

repealed.

**29.** Section 287 of the said act is amended by adding, at the end thereof, the following paragraph:

Id.,  
s. 287,  
am.

"Such person shall not perform the duties assigned to him before he has made oath well and faithfully to discharge the duties of his office, according to the best of his judgment and ability, in conformity with form 1."

Oath.

S.R.,  
c. 59,  
a. 373,  
remp.

**30.** L'article 373 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Si le ter-  
ritoire  
comprend  
plusieurs  
municipi-  
alités.

**"373.** Les commissaires ou les syndics d'une municipalité scolaire, dont le territoire couvre, en tout ou en partie, celui de plusieurs municipalités, doivent, avant de fixer le taux de leur cotisation annuelle ou de toute cotisation spéciale, à une session convoquée à cet effet, après avis public, examiner le rôle d'évaluation en vigueur dans chacune de ces municipalités. S'ils constatent que la propriété en vertu desdits rôles est évaluée sur une base égale, ils doivent homologuer ces rôles d'évaluation ou les parties les concernant. Cependant, s'ils constatent que l'évaluation faite dans ces municipalités n'est pas uniforme, ils doivent augmenter le ou les rôles où l'évaluation est inférieure au niveau de celui de la municipalité où l'évaluation est le plus élevée, de façon à rétablir sur une base égale l'évaluation des propriétés imposables de toutes les parties de la municipalité scolaire. Les rôles d'évaluation ou les parties les concernant ainsi modifiés doivent être homologués.

Rôles de  
percep-  
tion.

Les rôles de perception desdits commissaires ou syndics d'écoles doivent être faits suivant les rôles d'évaluation ainsi homologués.

**30.** Section 373 of the said act is replaced by the following:

R.S.,  
c. 59,  
s. 373,  
replaced.

**"373.** The commissioners or trustees of a school municipality, the territory of which wholly or partly covers that of several municipalities, shall, before fixing the rate of their annual assessment or of any special assessment, at a meeting called for such purpose, after public notice, examine the valuation roll in force in each of such municipalities. If they find that the property pursuant to the said rolls is valued on an equal basis, they shall homologate such valuation rolls or the parts which concern them. However, if they find that the valuation made in such municipalities is not uniform, they shall increase the roll or rolls where the valuation is under the level of that of the municipality where the valuation is the highest, so as to re-establish on an equal basis the valuation of the taxable property of all the parts of the school municipality. The valuation rolls or the parts which concern them thus amended shall be homologated.

Valuation  
rolls of  
several  
municipi-  
palities.

The collection rolls of the said school commissioners or trustees shall be made according to the valuation rolls thus homologated.

Collection  
rolls.



Plainte  
au surin-  
tendant et  
pouvoir  
de ce  
dernier.

Dans les quinze jours suivant la date de l'homologation de ces rôles comme susdit, dix contribuables au moins, dont l'évaluation de la propriété est modifiée par cette décision de la corporation scolaire, peuvent porter plainte au surintendant en indiquant l'évaluation qui, selon eux, aurait dû être établie par la corporation scolaire. Le surintendant, après enquête, peut rejeter la plainte ou modifier le rôle d'évaluation de la corporation scolaire concernée. Ce rôle d'évaluation ainsi modifié par le surintendant entre en vigueur à compter de la date à laquelle cette corporation scolaire l'avait homologué en vertu du premier alinéa du présent article.

Frais.

Si la plainte est justifiée, les frais encourus et approuvés par le surintendant sont payés par la commission scolaire concernée et, dans la négative, par les plaignants."

S.R.,  
c. 59,  
a. 386,  
aj.

Immeuble  
omis.

**31.** Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 386, le suivant:

**"386a.** Si un immeuble a été omis, en tout ou en partie, du rôle d'évaluation ou du rôle de perception, il peut être entré l'année suivante sur le rôle d'évaluation ou le rôle de perception ou sur les deux, suivant le cas, et être chargé pour les taxes de l'année alors courante et pour les arrérages des années pendant lesquelles il a été ainsi omis en tout ou en partie, mais pour pas plus de trois années d'arrérages.

Base de  
l'évalua-  
tion.

L'évaluation dudit immeuble ou partie d'immeuble omis devra être basée sur l'évaluation municipale pour chaque année desdits arrérages.

Légalité  
incontes-  
table.

Le propriétaire intéressé ne peut contester la légalité des rôles d'évaluation ou de perception antérieurs à ceux de l'année courante, sauf quant à ce qui concerne le montant de l'évaluation de son immeuble ainsi omis."

S.R.,  
c. 59,  
a. 397,  
am.

**32.** L'article 397 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne du premier alinéa, les mots "cinq pour cent" par les mots "six pour cent".

Within fifteen days following the date of the homologation of such rolls as mentioned hereinabove, at least ten ratepayers, the valuation of whose property is amended by such decision of the school corporation, may lodge a complaint with the Superintendent, indicating the valuation which, according to them, should have been established by the school corporation. The Superintendent, after investigation, may dismiss the complaint or amend the valuation roll of the school corporation concerned. Such valuation roll thus amended by the Superintendent shall come into force as from the date on which such school corporation shall have homologated it by virtue of the first paragraph of this section.

Com-  
plaint to  
super-  
intendent  
and power  
of this  
latter.

If the complaint is warranted, the costs incurred and approved by the Superintendent shall be paid by the school board concerned and, in the negative, by the complainants."

Costs.

**31.** The said act is amended by adding thereto, after section 386, the following:

R.S.,  
c. 59,  
s. 386a,  
added.

**"386a.** If an immovable has been omitted, in whole or in part, from the valuation roll or collection roll, it may be entered the following year on the valuation roll or collection roll or both, as the case may be, and charged for the taxes of the then current year and for the arrears of the years during which it was so omitted in whole or part, but not for more than three years of arrears.

Immovea-  
ble  
omitted.

The valuation of the immovable or part of an immovable so omitted shall be based on the municipal valuation for each year of such arrears.

Base of  
evalua-  
tion.

The owner concerned cannot contest the legality of valuation or collection rolls prior to those of the current year, except as regards the amount of the valuation of his immovable so omitted."

Legality  
not to be  
contested.

**32.** Section 397 of the said act is amended by replacing, in the second line of the first paragraph, the words "five per cent" by the words "six per cent".

R.S.,  
c. 59,  
s. 397,  
am.

S.R.,  
c. 59,  
a. 464,  
am.

**33.** L'article 464 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les septième, huitième et neuvième lignes du premier alinéa, les mots "primaires complémentaires, et autres écoles primaires" par les mots "secondaires et autres écoles élémentaires".

**33.** Section 464 of the said act is amended by replacing in the eighth and ninth lines of the first paragraph, the words "primary complementary schools, and other primary schools" by the words "secondary schools and other elementary schools".

Ind.,  
a. 484,  
rempl.

**34.** L'article 484 de ladite loi est remplacé par le suivant:

**34.** Section 484 of the said act is replaced by the following:

Brevets.

**484.** Le surintendant doit accorder un brevet de capacité à tout élève d'une école normale qui a obtenu, du principal qui la dirige, un certificat constatant qu'il y a suivi avec succès un cours régulier d'études conformément aux règlements du comité catholique ou du comité protestant, selon le cas, et a subi avec succès les examens requis."

**484.** The Superintendent must grant a diploma of qualification to any pupil of a normal school who has obtained from the principal thereof, a certificate establishing that such pupil has successfully followed a regular course of studies therein, in accordance with the regulations of the Roman Catholic or Protestant Committee, as the case may be, and has successfully undergone the required examinations."

S.R.,  
c. 59,  
titre de  
section  
remplacée.

**35.** Le titre de la section 1a de ladite loi, ajoutée par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 23, est remplacé par le suivant:

**35.** The title of Division 1a of the said act, added by section 1 of the act 15-16 George VI, chapter 23, is replaced by the following:

"DE L'ENSEIGNEMENT DES SCIENCES  
MÉNAGÈRES OU FAMILIALES"

"TEACHING OF DOMESTIC SCIENCE  
OR HOME ECONOMICS"

Id.,  
a. 485a,  
rempl.

**36.** L'article 485a de ladite loi, édicté par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 23, est remplacé par le suivant:

**36.** Section 485a of the said act, enacted by section 1 of the act 15-16 George VI, chapter 23, is replaced by the following:

Instituts  
familiaux  
ou de  
pédagogie  
familiale  
auto-  
risés.

**485a.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du comité catholique ou du comité protestant du conseil de l'instruction publique, adopter les mesures nécessaires pour l'établissement et l'entretien d'instituts familiaux ou de pédagogie familiale. Ces instituts sont sous le contrôle du surintendant et sont régis par les règlements qui les concernent.

**485a.** The Lieutenant-Governor in Council, on the recommendation of the Roman Catholic or Protestant Committee of the Council of Education, may take the necessary steps for the establishment and maintenance of family institutes or institutes of family pedagogy. Such institutes shall be under the control of the Superintendent and shall be governed by the regulations respecting them.

Certificat  
ou di-  
plôme.

Le surintendant doit accorder, conformément aux règlements du comité catholique ou du comité protestant, selon le cas, un certificat ou un diplôme donnant droit d'enseigner les sciences ménagères ou familiales dans la province, à toute élève qui a suivi un cours d'études dans un de ces instituts et a subi avec succès les examens requis.

The Superintendent must grant, in accordance with the regulations of the Roman Catholic or Protestant Committee, as the case may be, a certificate or diploma for the teaching of domestic science or home economics in the province, to any pupil who has followed a course of studies in one of such institutes and successfully undergone the required examination.

Désignation.	La personne qui détient ce diplôme a le droit exclusif de prendre la désignation, en langue française, de "technicienne en sciences familiales" et les initiales "T.S.F." et, en langue anglaise, "Technician in Home Economics" et les initiales "T.H.E."	The person holding such diploma shall have the exclusive right to take the title, in French, of "technicienne en sciences familiales" and the initials "T.S.F." and in English, "Technician in Home Economics" and the initials "T.H.E."	Designation.
S.R., c. 59, titre de section, remp.	<b>37.</b> Le titre de la section III qui suit l'article 488 de ladite loi est remplacé par le suivant:	<b>37.</b> The title of Division III, which follows section 488 of the said act, is replaced by the following:	R.S., c. 59, title of division replaced.
	"DES CORPORATIONS D'ÉCOLES SECONDAIRES OU DE HIGH SCHOOLS"	"SECONDARY SCHOOL OR HIGH SCHOOL CORPORATIONS"	
Id., ss. 489-497, remp. "corporation".	<b>38.</b> Les articles 489 à 497 de ladite loi sont remplacés par les suivants:	<b>38.</b> Sections 489 to 497 of the said act are replaced by the following:	Id., ss. 489-497, replaced. "corporation".
	<b>"489.</b> Dans la présente section et nonobstant les dispositions du paragraphe 3° de l'article 2 de la présente loi, le mot "corporation" désigne la corporation ayant pour objet l'établissement, la construction, l'entretien et la régie d'une ou de plusieurs écoles secondaires ou high schools et dont la constitution est prévue par les dispositions de la présente section.	<b>"489.</b> In this division and notwithstanding the provisions of paragraph 3 of section 2 of this act, the word "corporation" means the corporation having for object the establishment, construction, maintenance and management of one or more secondary schools or high schools the constitution of which is envisaged by the provisions of this division.	
Résolution.	<b>"490.</b> Les commissions scolaires qui désirent faire partie d'une corporation transmettent au surintendant une copie certifiée de la résolution adoptée à cet effet.	<b>"490.</b> School boards wishing to be members of a corporation shall forward to the Superintendent a certified copy of the resolution adopted for such purpose.	Resolution.
Entrée en vigueur.	Toute telle résolution n'entre en vigueur que trente jours après sa publication effectuée selon les dispositions de la présente loi concernant la publication d'un avis public.	No such resolution shall come into force until thirty days after its publication in accordance with the provisions of this act respecting the publication of public notices.	Coming into force.
Commissions constituées en corporation.	<b>"491.</b> Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du surintendant, peut constituer des commissions scolaires en corporation, sous le nom et aux conditions mentionnés dans l'arrêté en conseil adopté à cette fin.	<b>"491.</b> The Lieutenant-Governor in Council, on the recommendation of the Superintendent, may constitute school boards as corporations, under the name and on the conditions mentioned in the order in council adopted for such purpose.	Boards constituted as corporations.
Avis, etc.	<b>"492.</b> Le surintendant publie dans la <i>Gazette officielle de Québec</i> un avis de la constitution de la corporation et transmet une copie du décret adopté à cet effet aux commissions scolaires qui en font partie.	<b>"492.</b> The Superintendent shall publish in the <i>Quebec Official Gazette</i> a notice of the constitution of the corporation and shall forward a copy of the relevant order in council to the school boards which are members thereof.	Notice, etc.
Noms transmis au surintendant.	Dans un délai de trente jours, chacune de ces commissions scolaires fait connaître au surintendant le nom de ses trois com-	Within a delay of thirty days, each of such school boards shall inform the Superintendent of the name of its three	Names transmitted to superintendent.

missaires ou syndics, selon le cas, qui feront partie du bureau des délégués.

commissioners or trustees, as the case may be, who are to be members of the board of delegates.

Siège  
social.

"493. Le siège social de la corporation est situé à l'endroit fixé par résolution du bureau des délégués. Le secrétaire du bureau des délégués transmet une copie de cette résolution au surintendant ainsi qu'à chaque commission scolaire qui est membre de la corporation.

"493. The corporate seat of the corporation shall be situated at the place fixed by resolution of the board of delegates. The secretary of the board of delegates shall forward a copy of such resolution to the Superintendent as well as to each school board which is a member of the corporation. Corporate seat.

Disposi-  
tions  
applica-  
bles.

"494. Les dispositions de la présente loi, quant aux pouvoirs, devoirs et obligations des commissions scolaires et des commissaires d'écoles, s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la corporation et à ses commissaires.

"494. The provisions of this act respecting the powers, duties and obligations of school boards and school commissioners shall apply, *mutatis mutandis*, to the corporation and its commissioners. Provisions to apply.

Budgets.  
Approba-  
tion.

"495. La corporation doit transmettre ses budgets au surintendant et à la Commission municipale de Québec. Les budgets sont sans effet tant qu'ils n'ont pas été approuvés par eux.

"495. The corporation shall forward its budgets to the Superintendent and to the Quebec Municipal Commission. Budgets shall have no effect until approved by them. Budgets. Approval.

Montants  
payables  
par les  
commis-  
sions.

"496. Afin de pourvoir aux dépenses relatives à l'établissement, à la construction, à l'entretien et à la régie d'une école secondaire ou high school, la corporation fixe la somme que chaque commission scolaire qui en fait partie doit lui payer annuellement.

"496. To provide for the expenses relating to the establishment, construction, maintenance and management of a secondary school or high school, the corporation shall fix the sum which each member school board must pay to it annually. Sums to be paid by boards.

Fixation.

Cette somme est déterminée proportionnellement au montant du rôle d'évaluation en vigueur dans chacune des commissions scolaires qui en font partie par rapport au montant du total de ces rôles d'évaluation.

Such sum shall be determined proportionately to the amount of the valuation roll in force in each member school board compared to the total amount of such valuation rolls. Fixation.

Proviso.

Toutefois, pour les seules fins de la détermination de cette somme, la corporation peut exercer les pouvoirs accordés par l'article 373.

Nevertheless, for the sole purpose of fixing such sum, the corporation may exercise the powers granted by section 373. Excep-  
tion.

Rapport  
annuel.

"496a. Chaque année, la corporation présente au bureau des délégués un rapport de ses activités pour l'année écoulée ainsi qu'un état des recettes et des déboursés préparé par son ou ses vérificateurs.

"496a. The corporation shall present to the board of delegates each year a report of its activities for the past year together with a statement of receipts and disbursements prepared by its auditor or auditors. Annual state-  
ment.

Bureau  
des  
délégués.

"496b. Le bureau des délégués se compose de trois délégués de chaque commission scolaire qui est membre de la corporation.

"496b. The board of delegates shall consist of three delegates for each school board which is a member of the corporation. Board of  
delegates.



Commissaires.

**"496c.** Aux temps et lieu fixés par le surintendant, à sa première session et, par la suite, à chacune de ses sessions annuelles qui ont lieu le premier lundi juridique du mois d'août ou, en cas d'empêchement, l'un des autres lundis juridiques du même mois, le bureau des délégués nomme, parmi ses membres, cinq commissaires chargés d'administrer les affaires de la corporation.

Durée d'office.

Ces commissaires restent en fonction jusqu'à la session annuelle suivante.

Vérificateurs.

Le bureau des délégués nomme également, aux mêmes sessions, un ou des vérificateurs chargés d'examiner les livres de la corporation. Ce ou ces vérificateurs restent en fonction jusqu'à la session annuelle suivante du bureau des délégués.

Président du bureau des délégués.

**"496d.** A sa première session, le bureau des délégués élit un président. Les dispositions de la présente loi concernant le président d'une commission scolaire s'appliquent, *mutatis mutandis*, à ce président.

Secrétaire.

À la même session, le bureau des délégués nomme un secrétaire qui reste en fonction jusqu'à la nomination du secrétaire-trésorier de la corporation. Ce secrétaire-trésorier, par la suite, agit également comme secrétaire du bureau des délégués.

Vacances.

**"496e.** Toute vacance parmi les délégués pour une des causes prévues à l'article 204 de la présente loi est remplie, dans un délai de trente jours, par un nouveau délégué nommé de la même manière que son prédécesseur pour la période non terminée du mandat de ce dernier.

Absence.

**"496f.** L'absence des délégués d'une commission scolaire qui fait partie d'une corporation à une session du bureau des délégués n'invalide pas les décisions qui y sont prises.

Représentants de commissions.

**"496g.** Chaque commission scolaire qui fait partie d'une corporation nomme, par résolution adoptée dans le cours du mois de juillet, trois commissaires ou syndics, selon le cas, pour la représenter au bureau des délégués.

Copie de résolution au secrétaire.

Une copie de cette résolution est transmise immédiatement au secrétaire du bureau des délégués.

Commissioners.

**"496c.** At the time and place fixed by the Superintendent, at its first meeting and thereafter at each of its annual meetings, which shall be held on the first juridical Monday of August or, in case of prevention, on another juridical Monday of the same month, the board of delegates shall appoint, from among its members, five commissioners entrusted with the management of the affairs of the corporation.

Such commissioners shall remain in office until the next annual meeting.

Term of office.

The board of delegates shall also appoint, at the same meetings, an auditor or auditors to examine the books of the corporation. Such auditor or auditors shall remain in office until the next annual meeting of the board of delegates.

Auditors.

**"496d.** At its first meeting, the board of delegates shall elect a chairman. The provisions of this act respecting the chairman of a school board shall apply, *mutatis mutandis*, to such chairman.

Chairman of board of delegates.

At the same meeting, the board of delegates shall appoint a secretary who shall remain in office until the secretary-treasurer of the corporation is appointed. Such secretary-treasurer shall thereafter act also as secretary of the board of delegates.

Secretary.

**"496e.** Any vacancy among the delegates for any of the causes provided for in section 204 of this act shall be filled, within a delay of thirty days, by a new delegate appointed in the same manner as his predecessor for the unexpired period of the term of the latter.

Vacancies.

**"496f.** The absence of the delegates of a school board which is a member of a corporation from a meeting of the board of delegates shall not invalidate the decisions taken thereat.

Absence.

**"496g.** Each school board which is a member of a corporation shall appoint, by a resolution adopted during the month of July, three commissioners or trustees, as the case may be, to represent it on the board of delegates.

Commissioners to represent board.

A copy of such resolution shall be forwarded immediately to the secretary of the board of delegates.

Copy of resolution to secretary.

Taxe  
à être  
imposée.

**"496h.** Chaque commission scolaire qui fait partie d'une corporation doit imposer, sur les biens-fonds imposables de sa municipalité, une taxe scolaire spéciale suffisante pour produire la somme déterminée par ladite corporation selon le mode prévu à l'article 496, en tenant compte des revenus provenant d'autres sources.

Enfants  
fréquentant  
école.

Les enfants résidant dans le territoire de telle commission scolaire et fréquentant une école de la corporation sont considérés comme fréquentant une école de ladite commission scolaire pour les fins de l'article 422 de la présente loi.

Paie-  
ment.

**"496i.** Cette somme est payable à la corporation par la commission scolaire qui en fait partie en deux paiements semestriels égaux, le premier jour juridique de décembre et le premier jour juridique de juin de chaque année.

Entrée  
dans la  
corpora-  
tion.

**"496j.** Toute commission scolaire peut, en vertu d'un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil adopté sur la recommandation du bureau des délégués concerné et du surintendant, faire partie d'une corporation déjà constituée. Cet arrêté en conseil n'entre en vigueur que le premier juillet qui suit la date de son adoption.

Avis  
préalable  
au retrait.

**"496k.** Nulle commission scolaire ne peut cesser de faire partie d'une corporation à moins d'une autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil donnée sur la recommandation du surintendant, de la Commission municipale de Québec, de la corporation dont elle fait partie, et ce, aux conditions déterminées dans cette autorisation.

Publi-  
cation  
d'avis.

Le surintendant publie, dans la *Gazette officielle de Québec*, un avis de tel décret lequel ne prend effet que le premier juillet qui suit la date de son adoption.

Convoca-  
tions des  
sessions.

**"496l.** La convocation des sessions de la corporation se fait au moyen d'un avis donné par écrit, au moins sept jours francs avant celui fixé pour cette session, par le secrétaire-trésorier. La convocation d'une session du bureau des délégués se fait de la même manière par son secrétaire.

**"496h.** Each school board which is a member of a corporation shall levy, on the taxable real estate of its municipality, a special school tax sufficient to provide the sum fixed by the said corporation as provided in section 496, taking into account the revenues derived from other sources.

Tax to be  
levied.

The children residing within the territory of such school board and attending a school of the corporation shall be deemed as attending a school of the said school board for the purposes of section 422 of this act.

Children  
attending  
school.

**"496i.** Such sum shall be payable to the corporation by the member school board in two equal half-yearly instalments on the first juridical day of December and the first juridical day of June in each year.

Payment

**"496j.** Any school board may, under an order of the Lieutenant-Governor in Council made on the recommendation of the board of delegates concerned and of the Superintendent, become a member of a corporation already constituted. Such order in council shall not come into force until the first of July following the date of its adoption.

Members  
of cor-  
poration.

**"496k.** No school board shall cease to be a member of a corporation unless previously authorized by the Lieutenant-Governor in Council on the recommendation by the Superintendent, the Quebec Municipal Commission and the corporation of which it is a member, and on the conditions determined in such authorization.

Notice  
prior to  
retire-  
ment.

The Superintendent shall publish in the *Quebec Official Gazette* a notice of such order in council which shall not take effect until the first of July following the date of its adoption.

Publica-  
tion of  
notice.

**"496l.** Meetings of the corporation shall be called by written notice given at least seven clear days before that fixed for such meeting, by the secretary-treasurer. Meetings of the board of delegates shall be called in the same manner by its secretary.

Calling of  
meetings.

Mode de publication d'avis.

**"496m.** La publication d'un avis par une corporation se fait par l'envoi d'une copie de cet avis par lettre recommandée à chacune des commissions scolaires qui en font partie et par l'insertion d'une copie de cet avis deux fois dans un journal paraissant dans la région.

**"496m.** The publication of a notice by a corporation shall be effected by sending a copy of such notice by registered mail to each member school board and by inserting a copy of such notice twice in a newspaper circulating in the region.

Publication of notice.

Nominations par le lt-gouv. en conseil.

**"496n.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut en tout temps, sur la recommandation du surintendant, faire toute nomination prévue par la présente section lorsque cette nomination n'a pas été faite dans le délai requis par ceux qui devaient la faire.

**"496n.** The Lieutenant-Governor in Council may at any time, on the recommendation of the Superintendent, make any appointment provided for by this division when such appointment has not been made within the prescribed delay by those who should make it.

Appointment by Lt-Gov. in Council.

Ententes autorisées.

**"497.** Nonobstant toute disposition inconciliable, toute corporation visée par la présente section ou toute commission scolaire peut, avec l'autorisation préalable du surintendant, conclure une entente, pour une période déterminée, avec les commissaires ou syndics d'écoles d'une ou plusieurs municipalités scolaires concernant l'admission et la fréquentation d'élèves du cours secondaire ou de high school. Les commissaires ou syndics d'écoles de telles municipalités scolaires sont autorisés à conclure de telles ententes.

**"497.** Notwithstanding any inconsistent provision, any corporation contemplated by this division or any school board may, with the previous authorization of the Superintendent make an agreement, for a fixed period, with the school commissioners or trustees of one or more school municipalities respecting the admission and attendance of pupils of the secondary or high school course. The school commissioners or trustees of such school municipalities are authorized to make such agreements.

Agreements authorized.

Prévisions budgétaires.

Toute telle commission scolaire doit prévoir, chaque année, dans son budget, les sommes nécessaires pour donner suite à cette entente.

Every such school board must provide each year, in its budget, the sums necessary to give effect to such agreement.

Budgetary provisions.

Admission des enfants.

Les enfants visés par telle entente ont droit de suivre les cours de cette école secondaire ou high school aux mêmes conditions que ceux de la corporation scolaire qui administre cette école ou ce high school.

The children affected by such agreement shall be entitled to follow the courses of such secondary school or high school on the same conditions as those of the school corporation administering such school or high school.

Admission of children.

Entente discontinuée.

Nulle corporation scolaire ne peut mettre fin à ces ententes avant l'expiration du terme fixé, à moins d'une autorisation préalable du surintendant, aux conditions déterminées dans cette autorisation."

No school corporation may terminate such agreements before the expiration of the term fixed, unless previously authorized by the Superintendent on the conditions set out in such authorization."

Termination of agreement.

S.R., c. 59, titre de partie, remp.

**39.** Ladite loi est modifiée en remplaçant le titre de la huitième partie qui suit l'article 518 par le suivant :

**39.** The said act is amended by replacing the title of Part VIII, which follows section 518, by the following :

R.S., c. 59, title of part, replaced.

"DES PENSIONS DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES DE L'ENSEIGNEMENT".

"RETIRING PENSIONS OF OFFICERS OF EDUCATION".

"fonctionnaire de l'enseignement".

**40.** Dans les articles compris dans la huitième partie de la présente loi, les mots "fonctionnaire de l'enseignement"

**40.** In the sections comprised in Part VIII of this act, the words "officer of education" are substituted for the

"officer of education".

sont substitués aux mots "fonctionnaire de l'enseignement primaire". words "officer of primary education".

S.R.,  
c. 59,  
a. 520a,  
aj.  
Droit à  
une  
pension.

**41.** Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 520, le suivant:

**"520a.** Nonobstant les dispositions des articles 519 et 520, toute personne du sexe masculin ou du sexe féminin, quel que soit son âge, qui a été employée comme fonctionnaire de l'enseignement durant trente-cinq années, a droit à une pension annuelle, conformément aux dispositions de la présente loi."

**41.** The said act is amended by adding, after section 520, the following:

**"520a.** Notwithstanding the provisions of sections 519 and 520, every male or female person, whatever his or her age, who has been employed as an officer of education for thirty-five years, shall be entitled to an annual pension, in accordance with the provisions of this act."

R.S.,  
c. 59,  
s. 520a,  
added.  
Persons  
entitled  
to  
pension.

S.R.,  
c. 59,  
a. 521,  
am.

**42.** L'article 521 de ladite loi, remplacé par l'article 7 de la loi 7 George VI, chapitre 14, est modifié,

a) en remplaçant le mot "dix" par le mot "cinq", dans la quatrième ligne du premier alinéa;

b) en remplaçant le second alinéa par le suivant:

"La pension de tout fonctionnaire de l'enseignement à la retraite ne doit pas être inférieure à la somme de cinq cents dollars, augmentée de vingt-cinq dollars par année d'enseignement au delà de vingt ans, jusqu'à concurrence de neuf cents dollars."

Mini-  
mum.

**42.** Section 521 of the said act, replaced by section 7 of the act 7 George VI, chapter 14, is amended,

a. by replacing the word "ten" by the word "five", in the fifth line of the first paragraph;

b. by replacing the second paragraph by the following:

"The pension of no retired officer of education shall be less than the sum of five hundred dollars, increased by twenty-five dollars per year of teaching above twenty years, up to a total of nine hundred dollars."

R.S.,  
c. 59,  
s. 521,  
am.

Mini-  
mum.

S.R.,  
c. 59,  
a. 523,  
ramp.  
Remise  
des  
retenues.

**43.** L'article 523 de ladite loi est remplacé par le suivant:

**"523.** Nonobstant les dispositions de l'article précédent, tout fonctionnaire de l'enseignement, du sexe féminin, marié, qui se retire de l'enseignement après vingt années de service et avant d'avoir atteint l'âge de cinquante ans, n'a droit qu'au remboursement des retenues qu'il a versées au fonds de pension, sans intérêt.

Toutefois, en cas de viduité et lorsque ce fonctionnaire reprend l'enseignement, il rentre dans ses droits à la retraite, pourvu qu'il remette au fonds de pension les retenues qu'il a reçues, avec intérêt au taux de cinq pour cent, calculé annuellement, à compter du jour où il les a touchées."

Veuves  
reprenant  
ensei-  
gnement.

**43.** Section 523 of the said act is replaced by the following:

**"523.** Notwithstanding the provisions of the preceding section, any married female officer of education who retires from teaching after twenty years of service, before attaining fifty years of age, shall be entitled only to the reimbursement of the stoppages which she has paid into the pension fund, without interest.

However, in the case of widowhood and when such officer resumes teaching, she shall recover her rights to the pension, provided that she returns to the pension fund the stoppages received by her, with interest at the rate of five per cent, calculated annually from the day when she received the same."

R.S.,  
c. 59,  
s. 523,  
replaced.  
Reimbur-  
sement of  
stoppages.

Widows  
resuming  
teaching.

S.R.,  
c. 59,  
a. 524,  
ramp.

**44.** L'article 524 de ladite loi, modifié par l'article 8 de la loi 7 George VI, chapitre 14, est remplacé par le suivant:

**44.** Section 524 of the said act, amended by section 8 of the act 7 George VI, chapter 14, is replaced by the following:

R.S.,  
c. 59,  
s. 524,  
replaced.



Remise  
après cinq  
ans de  
service.

**"524.** Après cinq ans et moins de vingt ans de service, le fonctionnaire de l'enseignement ou toute personne qui enseigne et qui se retire de l'enseignement peut se faire rembourser les sommes qu'il a versées au fonds de pension, sans intérêt. Mais cette personne qui reprend l'enseignement après avoir ainsi obtenu le remboursement des sommes qu'elle avait versées au fonds de pension, rentre dans ses droits à la pension en remettant au fonds de pension les retenues qu'elle a reçues, avec intérêt au taux de cinq pour cent, calculé annuellement, à compter du jour où elle les a touchées.

Héritiers.

Les héritiers légaux du fonctionnaire qui meurt après cinq ans de service ont droit à ce remboursement."

S.R.,  
c. 59,  
a. 525,  
remp.

**45.** L'article 525 de ladite loi, modifié par l'article 8 de la loi 6 George VI, chapitre 14, et remplacé par l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 34, est de nouveau remplacé par le suivant:

Pensions  
au cas de  
permuta-  
tion.

**"525.** Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut en tout temps, aux conditions qu'il détermine, autoriser

a) les fonctionnaires de l'enseignement nommés à une fonction du service civil à faire compter, pour les fins de la Loi des pensions, leurs années de service comme fonctionnaires de l'enseignement;

b) les membres du service civil qui deviennent ou sont devenus fonctionnaires de l'enseignement à faire compter, pour les fins de la pension prévue par la présente loi, leurs années de service comme membres du service civil.

Virement  
de mon-  
tants.

Dans le cas du paragraphe a du présent article, la commission administrative du fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement remet au ministre des finances le montant des retenues versées à ce fonds de pension pour le compte du fonctionnaire concerné.

Idem.

Dans le cas du paragraphe b, le ministre des finances retire du fonds consolidé du revenu et remet à ladite commission administrative le montant des retenues effectuées en vertu de la Loi des pensions pour le compte du fonctionnaire concerné."

**"524.** After five years' and less than twenty years' service, any officer of education or any person who teaches and retires from teaching may be repaid the sums which he paid into the pension fund, without interest. But such person who again takes up teaching after having been so repaid the sums by him paid into the pension fund shall recover his rights to the pension on returning to the pension fund the stoppages received by him, with interest at the rate of five per cent, calculated annually from the day when he received the same.

Repay-  
ment  
after five  
years  
service.

The legal heirs of any officer who dies after five years of service shall be entitled to such repayment."

Heirs.

**45.** Section 525 of the said act, amended by section 8 of the act 6 George VI, chapter 14, and replaced by section 2 of the act 1-2 Elizabeth II, chapter 34, is again replaced by the following:

R.S.,  
c. 59,  
s. 525,  
replaced.

**"525.** Notwithstanding any legislative provision inconsistent with this act, the Lieutenant-Governor in Council may, at all times, on such conditions as he shall determine, authorize

Pension  
in case of  
transfer.

a. officers of education appointed to an office in the civil service to have their years of service as officers of education counted for the purposes of the Pension Act;

b. members of the civil service who become or have become officers of education to have their years of service as members of the civil service counted for the purposes of the pension contemplated by this act.

In the case of sub-paragraph a of this section, the administrative commission of the pension fund for officers of education shall pay to the Minister of Finance the amount of the stoppages paid into such pension fund for the account of the officer concerned.

Transfer  
of funds.

In the case of sub-paragraph b, the Minister of Finance shall withdraw from the consolidated revenue fund and pay to the said administrative commission the amount of the stoppages made under the Pension Act for the account of the officer concerned."

Idem.

S.R.,  
c. 59,  
a. 530,  
remp.  
Service  
au  
Canada  
mais hors  
de la  
province.

**46.** L'article 530 de ladite loi est remplacé par le suivant :

**"530.** Tout fonctionnaire de l'enseignement qui a enseigné au Canada et qui a participé au fonds de pension de la province où il a enseigné peut faire compter jusqu'à dix années d'enseignement hors de la province de Québec, à condition qu'il soit muni d'un diplôme, ou de son équivalence, reconnu soit par le comité catholique, soit par le comité protestant du conseil de l'instruction publique, qu'il produise un document certifié du secrétaire du fonds de pension de la province où il a enseigné, attestant le salaire reçu chaque année, et qu'il paie au fonds de pension la retenue prévue à l'article 541, avec intérêt au taux de cinq pour cent, calculé annuellement pour lesdites années d'enseignement."

S.R.,  
c. 59,  
a. 533,  
remp.  
Enseigne-  
ment  
comme  
religieux.

**47.** L'article 533 de ladite loi est remplacé par le suivant :

**"533.** Tout fonctionnaire de l'enseignement qui a appartenu à une communauté religieuse enseignante peut faire compter jusqu'à dix de ses années d'enseignement au Canada comme religieux, à partir de la date de son diplôme, à condition qu'il paie au fonds de pension la retenue exigible prévue à l'article 541 avec intérêt au taux de cinq pour cent, calculé annuellement pour lesdites années d'enseignement, basée sur un traitement déterminé par la commission administrative."

S.R.,  
c. 59,  
a. 535,  
ab.  
Id.,  
a. 536,  
am.

**48.** L'article 535 de ladite loi est abrogé.

**49.** L'article 536 de ladite loi, remplacé par l'article 10 de la loi 7 George VI, chapitre 14, est modifié en y retranchant le second alinéa.

Id.,  
a. 537,  
remp.

**50.** L'article 537 de ladite loi, remplacé par l'article 10 de la loi 7 George VI, chapitre 14, est de nouveau remplacé par le suivant :

Paiement  
de retenue  
addi-  
tionnelle.

**"537.** Le fonctionnaire de l'enseignement qui n'a pas payé la retenue additionnelle prévue à l'article précédent peut

**46.** Section 530 of the said act is replaced by the following :

**"530.** Any officer of education who has taught in Canada and has participated in the pension fund of the province where he taught may have up to ten years' teaching outside of the Province of Quebec counted, provided that he hold a diploma, or its equivalent, recognized either by the Catholic Committee or by the Protestant Committee of the Council of Education, that he file a document certified by the secretary of the pension fund of the Province where he taught, establishing the salary received each year, and that he pay into the pension fund the stoppage provided for in section 541, with interest at the rate of five per cent, calculated annually for the said years of teaching."

R.S.,  
c. 59,  
s. 530,  
replaced.  
Service in  
Canada,  
but out-  
side of  
Province.

**47.** Section 533 of the said act is replaced by the following :

**"533.** Any officer of education who has belonged to a teaching religious community may have counted up to ten years of his teaching in Canada, as a member of a religious order, from the date of his diploma, on condition that he pay into the pension fund the exigible stoppage provided for in section 541 with interest at the rate of five per cent, calculated annually for the said years of teaching, based on a salary determined by the administrative commission."

R.S.,  
c. 59,  
s. 533,  
replaced.  
Teaching  
as  
member  
of re-  
ligious  
commu-  
nity.

**48.** Section 535 of the said act is repealed.

**49.** Section 536 of the said act, replaced by section 10 of the act 7 George VI, chapter 14, is amended by striking out the second paragraph thereof.

R.S.,  
c. 59,  
s. 535,  
repealed.

Id.,  
s. 536,  
am.

**50.** Section 537 of the said act, replaced by section 10 of the act 7 George VI, chapter 14, is again replaced by the following :

Id.,  
s. 537,  
replaced.

**"537.** An officer of education who has not paid the additional stoppage contemplated in the preceding section

Payment  
of addi-  
tional  
stoppage.

faire compter toutes ses années d'enseignement pour fins de la demi-pension, en payant le montant de ladite retenue additionnelle, avec intérêt au taux de cinq pour cent, calculé annuellement, à compter du premier juillet 1943. La veuve d'un tel fonctionnaire a aussi le même privilège."

S.R.,  
c. 59,  
a. 541,  
am.

**51.** L'article 541 de ladite loi, remplacé par l'article 11 de la loi 7 George VI, chapitre 14, est modifié en remplaçant le premier aliéna par le suivant:

Prove-  
nance  
du fonds  
de  
pension.

**"541.** Le fonds de pension de retraite des fonctionnaires de l'enseignement provient d'une retenue annuelle de cinq pour cent sur le traitement de chaque fonctionnaire de l'enseignement ainsi que sur celui de toute personne laïque qui enseigne sans diplôme dans les écoles de commisaires ou de syndics."

S.R.,  
c. 59,  
a. 548,  
remp.  
Paiement  
mensuel.

**52.** L'article 548 de ladite loi est remplacé par le suivant:

**"548.** Toutes les pensions sont payées mensuellement; mais si le fonctionnaire meurt sans laisser une veuve ou des enfants ayant qualité pour en obtenir une, la ou les personnes nommées par lui, avant son décès, dans une déclaration solennelle transmise au surintendant ou, à défaut de telle déclaration, ses héritiers légaux, ont le droit de recevoir la pension pour le mois courant."

S.R.,  
c. 59,  
a. 552,  
remp.

**53.** L'article 552 de ladite loi, remplacé par l'article 12 de la loi 7 George VI, chapitre 14, est de nouveau remplacé par le suivant:

Années  
addition-  
nelles  
dans  
certains  
cas.

**"552.** Un fonctionnaire de l'enseignement ou une personne munie d'un brevet de capacité qui a enseigné dans une école indépendante située dans la province sans payer la retenue prévue à l'article 541 peut faire compter, pour fins de pension, jusqu'à dix années pendant lesquelles il a ainsi enseigné, en payant la retenue pour ces années, basée sur un traitement déterminé par la commission administrative, avec intérêt au taux de cinq pour cent, calculé annuellement, à compter de la date où la retenue aurait dû être payée."

may have all his years of teaching counted for the purposes of the half-pension, by paying the amount of the said additional stoppage, with interest at the rate of five per cent, calculated annually from the first of July, 1943. The widow of such officer shall also have the same privilege."

**51.** Section 541 of the said act, R.S., c. 59, s. 541, replaced by section 11 of the act 7 George VI, chapter 14, is amended by replacing am. the first paragraph by the following:

**"541.** The pension fund of officers of education shall be made up of an annual reduction or stoppage of five per cent from the salary of every officer of education, as well as from that of every lay person teaching without a diploma in schools of commissioners or trustees." What constitutes pension fund.

**52.** Section 548 of the said act is R.S., c. 59, s. 548, replaced. replaced by the following:

**"548.** All pensions shall be paid Monthly payment. monthly; but if an officer dies without leaving a widow or children entitled to receive a pension, the person or persons named by him before his death, in a solemn declaration transmitted to the Superintendent or, in default of such declaration, his heirs, shall be entitled to receive his pension for the current month."

**53.** Section 552 of the said act, R.S., c. 59, s. 552, replaced. replaced by section 12 of the act 7 George VI, chapter 14, is again replaced by the following:

**"552.** An officer of education or Additional years in certain cases. any holder of a diploma of qualification who has taught in a private school situated in the province without paying the stoppage provided for in section 541, may have counted, for the purposes of his pension, up to ten years during which he has so taught, upon paying the stoppages for such years, based on a salary determined by the administrative commission, with interest at the rate of five per cent, calculated annually from the date when the stoppage should have been paid."

S.R.,  
c. 59,  
aa. 554,  
555 et 557,  
ab.  
Id.,  
a. 564,  
remp.  
Déclara-  
tion  
requis.

**54.** Les articles 554, 555 et 557 de ladite loi sont abrogés.

**55.** L'article 564 de ladite loi est remplacé par le suivant:

**"564.** La pension n'est servie aux pensionnaires à chaque mois qu'en autant qu'ils en font la demande, par une déclaration attestée sous serment, établissant qu'ils y ont droit. Cette déclaration doit être transmise au surintendant dans les premiers quinze jours du mois de septembre."

S.R.,  
c. 59,  
a. 566,  
ab.  
Id.,  
aa. 571 et  
572,  
remp.  
Biblio-  
thèques  
scolaires.

**56.** L'article 566 de ladite loi est abrogé.

**57.** Les articles 571 et 572 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

**"571.** Toute commission scolaire est autorisée à assumer le coût de l'établissement, du maintien et du développement de bibliothèques scolaires.

Rembour-  
sement.

**"572.** A même les fonds votés annuellement par la Législature pour fins de subventions aux corporations scolaires, le surintendant est autorisé, aux conditions qu'il détermine, à rembourser à toute commission scolaire les trois quarts du montant qu'elle a effectivement payé pour l'achat des livres.

Achat de  
livres.

**"572a.** Nonobstant les dispositions qui précèdent, il est loisible au surintendant, à même les fonds ainsi votés, d'effectuer lui-même l'achat de livres de lecture pour le compte de toute corporation scolaire qui lui en fait la demande par résolution et d'en acquitter entièrement le prix d'achat; dans ce cas, il retient vingt-cinq pour cent de la dépense encourue à même les subventions régulières payables à ladite corporation scolaire.

Règle-  
menta-  
tion.

**"572b.** Le comité catholique ou protestant du conseil de l'instruction publique, selon le cas, peut adopter des règlements concernant la régie et l'inspection de ces bibliothèques, ainsi que la censure des livres de lecture qui s'y trouvent."

**54.** Sections 554, 555 and 557 of the said act are repealed.

**55.** Section 564 of the said act is replaced by the following:

**"564.** No pensioner shall receive his monthly payment unless he applies therefor by a declaration under oath, stating that he is entitled thereto. Such declaration must be transmitted to the Superintendent during the first fifteen days of the month of September."

R.S.,  
c. 59, ss.  
554, 555  
and 557,  
repealed.  
Id.,  
s. 564,  
replaced.  
Decla-  
ration  
required.

**56.** Section 566 of the said act is repealed.

**57.** Sections 571 and 572 of the said act are replaced by the following:

**"571.** Every school board is authorized to assume the cost of establishing, maintaining and developing school libraries.

R.S.,  
c. 59,  
s. 566,  
repealed.  
Id.,  
ss. 571,  
572,  
replaced.  
School  
libraries.

**"572.** Out of the funds voted annually by the Legislature for the purposes of grants to school corporations, the Superintendent is authorized, upon such conditions as he determines, to repay to every school board three-fourths of the amount which it has effectively paid for the purchase of books.

Repay-  
ment.

**"572a.** Notwithstanding the foregoing provisions, the Superintendent, out of the funds so voted, may himself purchase reading books on behalf of any school corporation which by resolution asks him to do so, and may pay the full purchase price of the same; in which case he shall retain twenty-five per cent of the expense incurred, out of the regular grants payable to the said school corporation.

Purchase  
of books.

**"572b.** The Catholic or the Protestant Committee of the Council of Education, as the case may be, may adopt regulations respecting the management and inspection of such libraries, as well as the censorship of the reading books therein."

Regula-  
tions.



Paiement  
en bloc  
de  
certaines  
retenues.

**58.** Tout instituteur qui, durant les années scolaires 1951-1952 à 1957-1958 inclusivement, a été empêché d'enseigner pour exercer la fonction de président d'un syndicat professionnel d'instituteurs catholiques, doit être considéré, pour ladite période, comme fonctionnaire de l'enseignement pour les fins de la huitième partie de la Loi de l'instruction publique et, à cette fin, la commission administrative du fonds de pension des fonctionnaires de l'enseignement est autorisée à recevoir, en un seul versement, le montant des retenues annuelles de ce fonctionnaire pour lesdites années scolaires.

**58.** Every teacher who, during the school years 1951-1952 to 1957-1958 inclusive, was prevented from teaching to exercise the function of president of a professional syndicate of Catholic teachers, shall be considered, for the said period, as an officer of education for the purposes of Part VIII of the Education Act and, for such purpose, the administrative commission of the pension fund of the officers of education is authorized to receive, in one single instalment, the amount of the annual stoppages of such officer for the said school years.

Payment  
in lump  
of certain  
stoppages.

Arrêté en  
conseil  
déclaré  
valide.

**59.** L'arrêté en conseil numéro 705, en date du 29 juillet 1959, concernant la nomination de cinq commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Louiseville, dans le comté de Maskinongé, est déclaré valide et légal.

**59.** Order in council number 705, dated July 29th, 1959, respecting the appointment of five school commissioners for the school municipality of Louiseville, in the county of Maskinongé, is declared valid and legal.

Order in  
council  
declared  
valid.

Autori-  
sation de  
remplir  
vacances.

Nonobstant toute disposition législative inconciliable, il est loisible aux commissaires d'écoles restant en charge pour ladite municipalité, en suivant la procédure ordinaire prévue par la Loi de l'instruction publique, de remplir la vacance actuelle, dans les trente jours de la sanction de la présente loi.

Notwithstanding any inconsistent legislative provision, the school commissioners remaining in office for the said municipality, by following the ordinary procedure provided by the Education Act, may fill the present vacancy, within thirty days following the sanction of this act.

Author-  
ization  
to fill  
vacancy.

Commis-  
sions  
scolaires  
consi-  
dérées  
corpo-  
rations  
d'écoles  
secon-  
daires,  
etc.

**60.** Les commissions scolaires dont les commissaires ou les syndics se sont unis, avant l'entrée en vigueur de la présente loi, pour établir, en vertu des articles 489 et suivants de la Loi de l'instruction publique, des écoles primaires complémentaires ou high schools, sont, à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, considérées comme étant constituées en corporation d'écoles secondaires ou de high schools en vertu de la section III de la sixième partie de la Loi de l'instruction publique, telle qu'amendée par la présente loi, et, à compter de la même date, telle corporation et les commissions scolaires qui en font partie sont régies par les dispositions de ladite section III.

**60.** The school boards whose commissioners or trustees have combined, before the coming into force of this act, to establish, under sections 489 and following of the Education Act, primary complementary schools or high schools, shall, from the coming into force of this act, be considered constituted as secondary school or high school corporations under Division III of Part VI of the Education Act, as amended by this act, and from the same date, such corporation and member school boards shall be governed by the provisions of said Division III.

School  
boards  
deemed  
secondary  
school  
corpora-  
tions, etc.

Effet de  
certaines  
disposi-  
tions.  
Idem.

**61.** Les dispositions des articles 42 et 52 de la présente loi auront leur effet à compter du premier avril 1960.

**61.** The provisions of sections 42 and 52 of this act shall have effect from the first of April, 1960.

Effect of  
certain  
provi-  
sions.  
Idem.

Les dispositions de l'article 23 de la présente loi, celles des articles 223a et 223d de la Loi de l'instruction publique, édictés

The provisions of section 23 of this act, those of sections 223a and 223d of the Education Act enacted by section 24 of

par l'article 24 de la présente loi, de même que celles des articles 51 et 57 de la présente loi auront leur effet à compter du premier juillet 1960.

this act, as well as those of sections 51 and 57 of this act shall have effect from the first day of July, 1960.

Entrée en  
vigueur.

**62.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**62.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.